

La Gauche Autonomiste

Les élections territoriales de Mars 2010 ont profondément modifié le paysage politique corse. Les socialistes doivent en tenir compte.

La droite a subi une défaite cuisante. La gauche réunie au second tour autour de Paul Giacobbi a obtenu une victoire en trompe l'œil. Elle n'a obtenu qu'une majorité relative (24 élus sur 51 à l'Assemblée de Corse). Elle n'a pas profité de l'augmentation de la participation. Elle n'a pas fait le plein des voix des quatre listes de gauche présentes au premier tour passant de 40% à 36% des suffrages exprimés. Par ailleurs, l'examen des résultats du premier tour a révélé la fragilisation de la gauche non communiste. Comportant des dizaines d'élus dont les maires des deux principales villes de Corse, pouvant compter sur des rouages clientélistes et claniques bien connus, les trois listes représentant cette famille politique ont obtenu moins de 30 % des suffrages exprimés. Seul le Front de Gauche a bénéficié d'un vote politique et convenablement réparti sur l'ensemble de la Corse.

La véritable victoire politique a été remportée par la famille nationaliste. Trois faits marquants caractérisent cette victoire :

- au premier tour, la liste autonomiste a devancé de près de 3% la liste GIACOBBI-PS ou figuraient 41 élus municipaux, cantonaux et territoriaux, apparaissant ainsi comme la première force d'opposition à la droite sortante et disposant d'une représentation saisissante d'équilibre sur l'ensemble de l'île.
- au premier tour également, la liste indépendantiste qui a assumé clairement son positionnement politique, a rassemblé plus de 10% des voix remarquablement réparties sur l'ensemble du territoire insulaire.
- au second tour, la famille nationaliste (autonomistes, indépendantistes) a devancé la gauche en nombre de voix et en pourcentage.

Lors du scrutin territorial de mars dernier, les électrices et les électeurs ont sanctionné les formations politiques traditionnelles et ont plébiscité des formations politiques qui s'inscrivent en rupture avec le clientélisme et le clanisme. Il s'ouvre ainsi une **perspective historique** que les socialistes se doivent d'appréhender. L'avenir de la Corse ne peut ni ne doit se construire en laissant en tête à tête les deux composantes de la famille nationaliste confrontées à des partis nationaux réputés indifférents ou même hostiles aux intérêts fondamentaux de la Corse et de son peuple.

Les socialistes doivent d'autant plus s'impliquer et se révéler à la hauteur des enjeux que le Parti Socialiste en Corse a longtemps été au cœur des problématiques insulaires. En opposition avec la classe politique insulaire traditionnelle droite et gauche confondues, il a défendu et fait accepter par la direction nationale du Parti Socialiste et les gouvernements de gauche le droit pour la Corse de disposer d'institutions particulières au sein de la République. Il a été de tous les combats contre le clanisme et le clientélisme qui maintiennent encore notre île dans des logiques d'assistanat et de soumission. Lors de son congrès de Venzolasca, en 1989, la fédération de Haute-Corse du Parti Socialiste a adopté une motion préconisant un statut d'autonomie interne pour la Corse. Enfin, Plus tard, en accord avec Pierre JOXE, alors Ministre de l'intérieur, une délégation des socialistes corses a négocié et signé à Corte, avec l'ensemble des formations nationalistes et progressistes, une « plateforme en 10 points » destinée à former la base d'un règlement politique de la question corse. A ce sujet, lors d'une conférence de presse tenue le 14 Mars 1991, les délégués socialistes déclaraient : « *La poursuite des évolutions que nous préconisons dans la plateforme permettraient véritablement la réalisation des conditions d'un regroupement plus large, sur une base programmatique, offrant une véritable alternative progressiste au système claniste* »

Aujourd'hui le Parti Socialiste auquel certains d'entre nous appartenons ou avons appartenu, est enfermé dans une alliance inconditionnelle avec les forces de gauche traditionnelles. Ce positionnement qui le rend inaudible et illisible lui interdit d'être vraiment présent sur l'échiquier politique et l'empêche de contribuer efficacement à l'indispensable règlement politique de la question corse. Aussi, à deux ans d'une élection présidentielle que la gauche peut et doit remporter, les militants (es) et sympathisants (es) socialistes signataires du présent texte, considèrent qu'ils leur incombe de remettre à l'ordre du jour des orientations trop longtemps abandonnées et d'ainsi **repositionner la pensée et l'action socialiste au cœur de la vie et du débat politique insulaire. Nous avons pris en conséquence les décisions suivantes :**

1. Ceux d'entre nous qui sont membres du PS et souhaitent le demeurer, défendront au sein de leur parti, publiquement et de façon organisée, une orientation autonomiste du PS en Corse et la revendication d'une fédération corse unique.
2. Nous agissons en créant un Club Politique « La gauche Autonomiste ». Cet espace politique de réflexion et de débat sera ouvert aux militants socialistes, aux militants politiques ou syndicaux, aux sympathisants de gauche et du mouvement écologique, ainsi qu'aux adhérents et sympathisants des partis et mouvements de la famille nationaliste. Il aura pour objet de travailler à la recherche de points de convergence devant permettre l'élaboration d'une plateforme destinée à parvenir dès 2012, après l'accession d'un(e) socialiste à la présidence de la République et un succès de la gauche aux Législatives, à un règlement politique de la question corse.
3. **Nous travaillerons** à la constitution d'un **Front Progressiste** rassemblant l'ensemble des forces décidées à changer radicalement la donne politique insulaire. Sur la base de la motion adoptée par l'assemblée de Corse en octobre 1988 qui affirme « *l'existence d'une communauté historique et culturelle vivante regroupant les corses d'origine et d'adoption : le peuple corse* », cette construction politique aura pour objet la conquête du pouvoir territorial devant permettre la mise en place effective d'un statut d'autonomie interne, la mise en œuvre des réformes dont notre île le plus grand besoin, la mise en œuvre d'une politique de développement **durable**, qui respecte un environnement qui constitue la plus précieuse de nos ressources et **identitaire**, qui redonne aux corses l'énergie de construire, ici et maintenant, l'avenir de leurs enfants .

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui, dans le camp progressiste, n'acceptent pas de voir la gauche entrer dans l'avenir à reculons à nous rejoindre et à conforter la démarche que nous entreprenons ensemble...

**Vincent Carlotti
Jean Pierre Ciabrini
Jean François Gauthier
Roger Graziani
Jean Lorenzoni
Cecile Mufraggi
Danielle Raffalli
Jacques Rocca Serra
Antoine Sampieri
Dominique Yvon**

